



MARS
2016

HORS-SÉRIE

SOLVABILITÉ 2 : L'ENTRÉE EN VIGUEUR NE MARQUE PAS LA FIN DES TRAVAUX

NOTRE BILAN ET LES ÉLÉMENTS RESTANT À METTRE EN ŒUVRE

Un calendrier de production toujours
plus complet 2

Un Pilier 1 totalement maîtrisé ? 3

- Actualité des textes
- La mise en transparence : un chantier encore ouvert et perfectible
- Rappel des exigences relatives à la qualité des données

Pilier 2 : entre les politiques écrites
et la réalité du terrain, la convergence
doit être améliorée 9

- La gouvernance et les fonctions clés
- L'ORSA s'est-il imposé comme un véritable outil de pilotage de l'organisme assureur ?
- La déviation du profil de risque : un axe d'amélioration nécessaire
- Risque de marché

Conclusion : *in fine*, l'entrée en vigueur
n'est qu'un point d'étape 16

Solvabilité 2, c'est maintenant !

Après des années de préparation et d'investissements, les assureurs entrent enfin de plain-pied dans une nouvelle phase, pour laquelle la production Solvabilité 2 devient une activité récurrente et plus seulement une participation aux campagnes ponctuelles de collecte d'informations.

Mais alors, comment s'organisera l'année 2016 pour les organismes d'assurance ? D'une part, elle verra la densification et l'accélération de la production réglementaire : reporting Solvabilité 2 d'ouverture et trimestriel, reporting narratif, rapport actuariel, BCE et stabilité financière, états nationaux spécifiques, et toujours états Solvabilité 1... Quels éléments produire ? Quels sont les délais ? Nous vous proposons dans ce document un récapitulatif simplifié pour y voir plus clair.

En parallèle et en dehors de ces périodes de production, les travaux de mise en conformité avec la norme se poursuivront en 2016. En effet, les chantiers ne sont pas tous achevés, loin s'en faut. Malgré l'entrée en vigueur de ce nouveau cadre de fonctionnement, les organismes assureurs français ont encore quelques jalons à franchir avant de pouvoir considérer la mise en place de Solvabilité 2 comme de l'histoire ancienne.

Ce bilan est donc l'occasion de réaliser un rapide tour d'horizon des principaux sujets restant encore à traiter dans les prochains mois, voire les prochaines années. Des processus quantitatifs liés au Pilier 1 aux questionnements quant à la gouvernance ou à l'exercice des fonctions clés, les questions sont nombreuses... et les réponses pas encore toutes connues ! C'est pourquoi nous exposons par la suite quelques pistes de traitement des problématiques résiduelles.

Les rédacteurs



Damien Perez
Manager et Practice Leader
Solvabilité 2



Myriam Saïah
Manager Finance & Performance,
animatrice Solvabilité 2



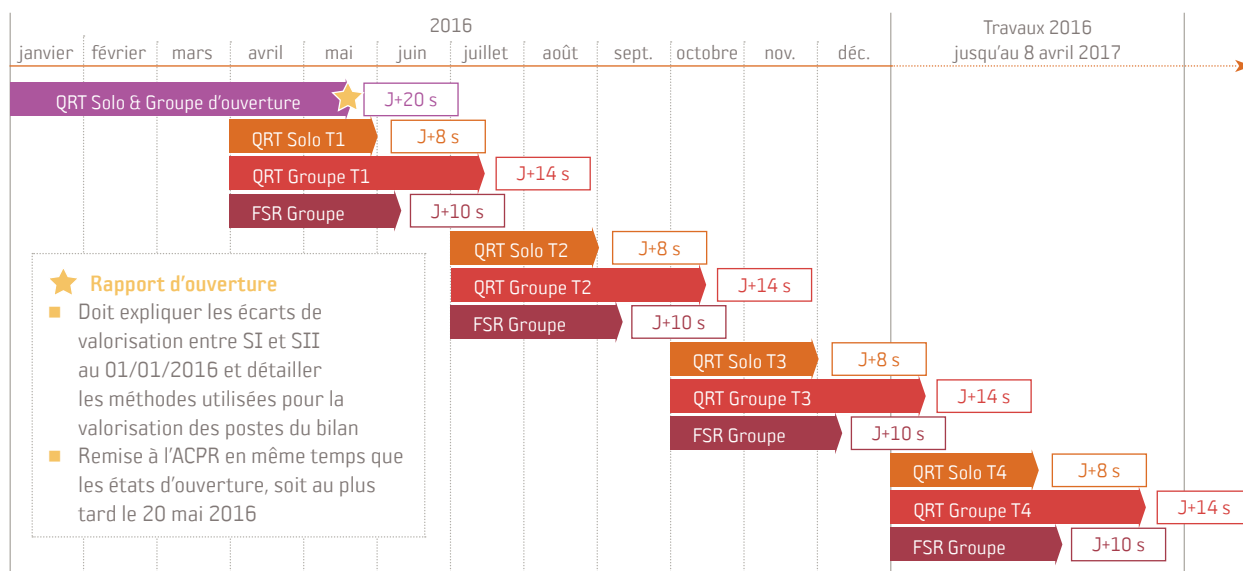
Marylène De Cubber
Actuaire consultante,
animatrice Solvabilité 2



Sylvain Detroulleau
Actuaire consultant,
animateur Solvabilité 2

01 UN CALENDRIER DE PRODUCTION TOUJOURS PLUS COMPLET

Cette première année de régime cible en terme de production réglementaire verra notamment l'accélération progressive des délais de remise :



Périmètre des QRT Solo

- Reporting d'ouverture : BI, Content, BSC1, OF, SCR, MCR.
- Trimestriels : BI, Content, BSC1, Cover, D1, D20, D2T, D4, TP E1 & F1, OF et MCR.

Périmètre des QRT Groupe

- Reporting d'ouverture : BI, Content, BSC1, OF, SCR, G01, G03 et G04.
- QRT trimestriels : BI, Content, BSC1, Cover, D1, D20, D2T, D4 et OF.

Rapport ORSA et rapport actuariel

- Rapport ORSA : le calendrier est fixé par l'organisme. Il doit être produit une fois par an et doit être remis 15 jours après son approbation par le Conseil d'Administration à l'autorité de contrôle.
- Rapport actuariel : le calendrier est fixé par l'organisme également. Même si une remise régulière à l'autorité de contrôle n'est pas prévue dans les textes, le rapport doit lui être fourni sur demande ad hoc, les organismes peuvent s'y préparer dès 2016. Il doit être effectué annuellement et validé par le conseil d'administration.

Reporting BCE

- Pour les entités Solo uniquement, sur une fréquence annuelle (S+20 au plus tard) et trimestrielle (S+8 au plus tard).
- Pour 2016, la BCE s'appuiera sur les données fournies par le reporting des QRT. Dès 2017, des informations supplémentaires seront exigées (communication au 2nd semestre 2016). Des add-on aux QRT, dits non officiels, ont été publiés par la BCE permettant d'identifier dès à présent les possibles modifications futures.

PRÉCISIONS SUR LES ÉTATS/RAPPORTS À REMETTRE DÈS 2017

Rapports SFCR / RSR

- Les premiers RSR, à destination de l'autorité de contrôle, et SFCR, à destination du public, sont à remettre en 2017 sur les données clôturées au titre de l'exercice 2016.
- Les rapports narratifs suivent les mêmes délais de remise que les reportings annuels Solvabilité 2 solo et groupe :
 - SFCR/RFR Solo : J+20S en 2017; J+18S en 2018; J+16S en 2019 et J+14S en 2020 ;
 - SFCR/RSR Groupe : les délais sont étendus à +6 semaines ;
 - RSR Solo et Groupe : doivent être remis tous les 3 ans mais l'ACPR peut exiger une remise plus fréquente, au maximum annuelle, en fonction du profil de risque de l'organisme ;
 - SFCR Unique : les délais sont alignés sur ceux des entités individuelles.

Etats Nationaux Spécifiques - ENS

- Ces états sont de deux natures : les états prudentiels statistiques et les états comptables.
- Ils sont à produire annuellement par les entités solos. Ils sont à remettre à l'ACPR, dans les mêmes délais que le dossier annuel actuel.
- États concernés : État Taux servis ; État C1 - Compte de résultat Vie et Non Vie ; État E11 - Responsabilité civile médicale ; État IP 40 - Opérations réalisées pour le compte d'unions d'Institut de Prévoyance ; État TMG - Taux minimum garanti ; État B26 - Branche 26 (L441) ; État SUB - Activité de substitution ; État C2 - Résultat technique et provisions par pays ; État PB - Participation aux bénéfices ; État PSNEM - Provision pour sinistres non encore manifestés.

Pour résumer, en 2016 tous les QRT annuels ne sont pas nécessairement requis et seul le reporting trimestriel est à réaliser. Seuls le bilan et le SCR d'ouverture doivent être évalués pour les entités solos et les groupes, dans un délai de 20 semaines après la fin de l'exercice 2015.

Concernant les états Solvabilité 1, tous les états C / T / G sont à produire en 2016 sur la base du 31/12/2015. Le dossier annuel de clôture au 31/12/2015 est quant à lui à rendre le 30/04/2016.

Le reporting BCE est soumis aux mêmes seuils que ceux définis pour les remises d'états trimestriels prudentiels Solvabilité 2 pour l'année 2016. Ces seuils devront être confirmés en 2017 en fonction des niveaux de couvertures atteints.

Le rapport de stabilité financière, FSR - *Financial Stability Reporting*, concerne les organismes d'assurance dont le

total du bilan à fin 2014 est supérieur à 12 milliards d'euros, sur base consolidée pour les groupes prudentiels au sens de la réglementation Solvabilité 2 ou sur la base de leurs comptes sociaux pour les organismes n'appartenant pas à un groupe prudentiel Solvabilité 2 identifié par l'ACPR.

Les états prudentiels annuels doivent être remis par tous les organismes soumis à Solvabilité 2. S'agissant des états trimestriels, il existe des seuils d'assujettissement à la remise pour les organismes français, définis par l'ACPR, à l'exception de l'état relatif au MCR dont le calcul et le reporting trimestriels s'imposent à tous les organismes :

- seuil vie : 8 milliards d'euros de bilan ;
- seuil non vie : 0,5 milliard d'euros de bilan ;
- seuil réassurance : 4 milliards d'euros de bilan.

02 | UN PILIER 1 TOTALEMENT MAÎTRISÉ ?



97%

C'est le chiffre révélé fin décembre par l'ACPR à la suite de l'exercice de collecte 2015 : 97 % des répondants estiment que le pilier 1 est désormais maîtrisé à plus de 75 %. Pour les autres, le degré de maîtrise dépasse les 50 %.

Actualité des textes : même figés... ça peut toujours bouger !

AVANCEMENT DE LA NORME

Les mesures de niveau 2 - Règlement Délégué - ont été adoptées par la Commission européenne en octobre 2014 et publiées au Journal Officiel en janvier 2015. Le paramétrage final de la formule standard est désormais figé. De plus, la directive Solvabilité 2 a été transposée en droit français fin mars 2015. Les mesures de niveau 1 et 2 n'étaient plus supposées évoluer avant 2017 au plus tôt.

Les mesures de niveau 3 correspondent aux normes techniques d'exécution, ou ITS, et aux orientations EIOPA. Elles ont fait l'objet d'une procédure d'adoption en deux temps.

Un premier lot composé d'une part de six ITS portant principalement sur les procédures d'homologation, et d'autre part d'orientations

diverses est entré en vigueur le 1^{er} avril 2015. L'ACPR a déclaré son intention de se conformer à la quasi-totalité des orientations.

Concernant le second lot, la consultation publique s'est achevée le 2 mars 2015, pour une adoption prévue fin juin, mais le calendrier a pris un peu de retard au cours de l'année. Le second lot couvre principalement des sujets liés au Pilier 1 et au Pilier 3 et aborde également les problématiques liées aux groupes d'assurance.

AMENDEMENT DU RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ

Le 30 septembre 2015, la Commission Européenne a apporté un amendement aux mesures d'exécution (règlement délégué), dans le cadre du projet dit « d'Union des marchés de capitaux », qui vise à lever les obstacles au financement au sein de l'UE.

Le Parlement et le Conseil Européen

ont six mois pour exercer leur droit d'objection. Passé ce délai d'objection, qui conduit au 31 mars 2016 au plus tard, l'amendement, pour les éléments non réfutés, pourra être publié au Journal Officiel de l'Union Européenne et s'appliquer dès le jour suivant. Du fait de ces délais, les mesures de niveau 2 qui feront foi pour l'exercice 2016 seront celles qui ont été votées avant l'amendement, bien que l'ACPR puisse accepter l'application de tout ou partie des éléments de l'amendement.

Cet amendement modifie des articles du règlement délégué relevant principalement du calcul du SCR relatif à certaines catégories d'actifs.

Les grandes lignes des modifications sont rappelées ci-dessous :

- Les investissements en infrastructures éligibles deviennent une catégorie d'actif traitée indépendamment dans les sous-modules de risques Action et Spread. Ils bénéficient d'un calibrage approprié, plus faible que celui applicable jusqu'ici.
 - » L'objectif de cette nouvelle mesure est notamment d'inciter l'investissement dans ce type d'actif en diminuant leur coût en capital.
- Le périmètre Action Type 1 est élargi aux actions détenues dans des fonds ELTIF - *European Long-Term Investment Funds*.
 - » Ces fonds seront donc soumis à un choc plus faible que précédemment - type 2. Cette mesure harmonise ainsi le

traitement de ces fonds avec celui appliqué aux fonds de capital-risque et aux fonds d'entrepreneuriat social.

- La mesure transitoire choc Action à 22 % est étendue aux actions Type 2 - actions non cotées, choquées à 49 % dans le cas central.
 - » Cette mesure permet d'éviter les cessions d'actions précipitées la première année d'application de la réforme.
- La modalité d'application de la transitoire Action sans mise en transparence est précisée pour les actions détenues via des fonds d'investissements ou OPCVM. Ainsi, lorsque l'application par transparence n'est pas possible, la clause transitoire s'applique à la part d'actions détenue par le fonds en accord avec l'allocation cible

applicable au 1^{er} janvier 2016, à condition que celle-ci soit disponible.

- Le délai de remise du reporting d'ouverture a été corrigé, 26 semaines maintenant, au lieu de 20 semaines indiquées dans le règlement délégué.
 - » La plupart des acteurs du marché ont conservé la date du 20 mai, soit 20 semaines, pour leur date de transmission à l'ACPR, sachant que ce délai de 20 semaines est le délai cible pour le reporting annuel groupe.
- Le calibrage du choc de Spread sur les obligations est marginalement modifié.

「 L'idée d'un Pilier 1 totalement automatisé et industrialisé, lancé en « presse-bouton », demeure un fantasme à l'aube de 2016 」



Même s'il serait exagéré d'affirmer que le Pilier 1 est exempt de questionnements, il est raisonnable de considérer que les organismes assureurs français ont franchi la plupart des principales étapes en termes d'outils et de processus. La mise en place d'un bilan économique et l'évaluation des exigences de capital sont maintenant des exercices auxquels les assureurs se sont pliés plusieurs fois déjà : les outils et les techniques sont donc bien maîtrisés et les principales composantes du calcul sont bien assimilés.

Reste par exemple la question des délais et des charges de production, notamment car les délais continueront de se réduire sur les prochaines années. Clairement, l'idée d'un Pilier 1 totalement automatisé et industrialisé, lancé en « presse-bouton », demeure un fantasme à l'aube de 2016, surtout dans le cadre d'une production trimestrielle. Les processus quantitatifs Solvabilité 2 demeurent globalement peu industrialisés avec une forte disparité selon les acteurs.

Pour nombre d'entre eux, il reste plusieurs étapes à franchir parmi lesquelles :

- La sécurisation des traitements amont et aval des modèles de projection, permettant de réduire considérablement le risque opérationnel qui accompagne la production quantitative, à commencer par la sécurisation des inputs de référence utilisés dans le cadre du calcul de la meilleure estimation, de même que la construction des tables au format attendu par les outils. Peuvent également être inclus dans ces différents traitements le risque-neutralisation des actifs ou bien l'application des stress aux différents inputs et hypothèses, encore trop souvent réalisées manuellement ou semi-manuellement.
- La mise en place de capacités de calcul et de stockage suffisantes pour permettre de tenir des délais de production toujours plus serrés, d'effectuer une analyse suffisamment fine des résultats produits et être en mesure de « rejouer » les exercices passés en cas de besoin.

Du reste, nombreux ont été cette année les projets dédiés à la mise en place de processus optimisés. Le « fast-close » a été nécessaire pour les inventaires en normes françaises il y a quelques années, il s'avère à présent indispensable pour les calculs Solvabilité 2 et ne s'improvise pas. Des efforts très importants consentis par les organismes assureurs en 2015 commencent à porter leurs fruits. Dans tous les cas, à défaut d'être déjà dans la cible en termes de délais, les acteurs du marché ont déjà une idée de l'approche qu'ils vont retenir, en trimestriel et en annuel.

Autre sujet d'importance, les démarches de mise en qualité des données ont été structurées chez presque tous les organismes assureurs. Ce qui ne signifie évidemment pas que la qualité cible soit atteinte, mais que les outils du diagnostic existent et que la démarche d'amélioration continue a été initiée. Un point noir demeure significatif sur le marché : les périmètres de gestion déléguée. L'obtention des données pertinentes pour le pilotage technique du risque, avec le degré d'exhaustivité et d'exactitude requis, qui plus est en respectant des contraintes de granularité, de fréquence, de format et de délai, est encore loin d'être acquise ! Si la démarche est effectivement structurée dans la majorité des cas, seuls 38 % répondent positivement à la question « Disposez-vous d'une politique formalisée de qualité des données ? » lors de l'exercice de collecte ACPR 2015.



Rappel des exigences générales relatives à la Qualité des Données

La Fonction Actuarielle, définie à l'article 48 de la directive Solvabilité 2, est tenue d'« *apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques* ». Il s'agit notamment de mettre en place des « *processus et procédures internes de nature à garantir le **caractère approprié**, l'**exhaustivité** et l'**exactitude** des données utilisées dans le calcul de leurs provisions techniques* ».

EXACTITUDE

pas d'erreurs importantes
+ cohérentes dans le temps
+ enregistrement cohérent dans la durée

EXHAUSTIVITÉ

possibilité d'apprécier les caractéristiques des risques et leur tendance d'évolution + disponibilité pour chaque groupe homogène de risque + aucune exclusion injustifiée de données pertinentes

CARACTÈRE APPROPRIÉ

adaptées à leur utilisation
+ n'entraînent pas d'erreur d'estimation + cohérentes avec les hypothèses et méthodes dont elles sont l'input + reflètent le risque dans son intégralité + existence d'une procédure documentée de collecte et de traitement
+ utilisation cohérente dans la durée

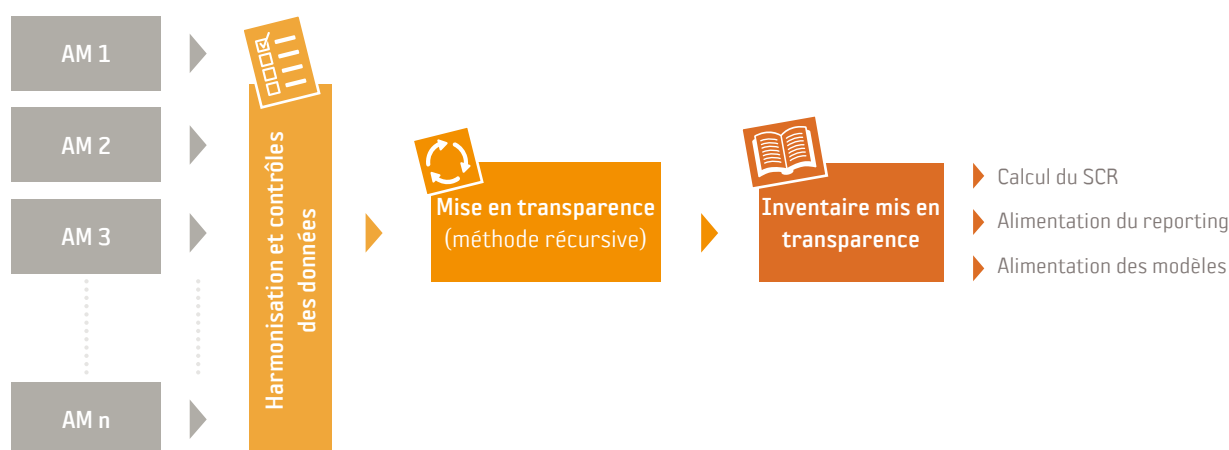
La mise en transparence : un chantier encore ouvert et perfectible

Dernier point, la mise en transparence des actifs restera un sujet ouvert en 2016. Nous vous proposons ci-dessous un rappel des exigences ainsi que notre vision des travaux menés par le marché et prioritaires pour l'année à venir.

L'article 84 du règlement délégué impose aux organismes d'assurance de disposer des données permettant de calculer le SCR sur la base des actifs (ligne à ligne) détenus dans

les fonds. Précisément, les assureurs doivent intégrer à leur phase de production un processus à même de collecter puis contrôler les données clés auprès des gestionnaires d'actifs, et ce avant de les intégrer à un processus récursif de traitement de fonds sur lequel aboutira un inventaire d'actifs mis en transparence permettant principalement le calcul du SCR et l'alimentation des reportings d'actifs.

Processus cible de mise en transparence des actifs financiers



AM = Asset Manager

En amont, la première étape de ce long chantier passe nécessairement par l'intensification des échanges entre assureurs et gestionnaires d'actifs. La normalisation des données fournies par les Asset Manager figure d'ores et déjà comme l'élément indispensable pour éviter toute surprise lors de la mise en production. De bonnes pratiques ressortent auprès du marché, en particulier la réalisation d'un cahier des charges et d'un dictionnaire de données :

- Le premier permet de définir les données nécessaires et suffisantes, donnant la priorité dans un premier temps aux données déjà disponibles puis dans un second temps en mettant l'accent sur les données indispensables mais non encore communiquées, ainsi que le processus de remise : planning, fréquence, format...

- Le dictionnaire de données quant à lui s'assure qu'une même définition de la donnée soit partagée entre l'assureur et l'Asset Manager.

Les organismes assureurs travaillent souvent avec plusieurs gestionnaires d'actifs, ce qui multiplie les sources d'information et les problématiques opérationnelles : formats et règles de production différents.

Le temps alloué à la phase de cadrage dépend donc fortement du nombre de gestionnaire d'actifs. Heureusement les opérateurs pourront bénéficier des travaux de grande échelle déjà entrepris par le club AMPERE¹ pour ce qui est de l'harmonisation des données transmises par les gestionnaires membres du club auprès des investisseurs institutionnels soumis à Solvabilité 2.

Le principal point d'attention qui ressort lors de cette phase est d'identifier les données clés en fonction des choix de valorisation et modélisation qui seront effectués *in fine*.



153444684A204B4A48513220334734205132474A4833344B4A485147204B4A484147532044463641375344
 6374153373638394635204139533644462041484A334732344741324A484B33473420462053442047464153
 63741534463534153363544463820373641565338374420463841534447462041485347524B4A41324733
 A484147484A4B4746474B48247464B5344464B482041533937384446203638394137534436354620383941
 6484A4B4A5132333205132474A4833344B4A48514704B4A4841475320444636413753444620363741533
 94635204139533644462041484A334732344741324A484B33474204620534420474641534446363741534
 9415336354446382037364156533374420463841534447462041485347524B4A41324733344B4A48414748
 746474B48204746485344464B482041533937384446203638394137534436354620383941534446484A484A
 6C6975676A6867206C686A673B69756F2020383838617173646A6867415344203637413736415344462037
 4353646237415344462020484A3233344847314A483233562034424E205653444146204153443736383520
 446203539414153484A44464153444636413736534446363739204153204446415344204647484A41475344
 A2047413233474A484B20474A484B5747464A4820474153444603641534437363846203539373641534436
 62041534446484A204B4A48513220334734205132474A4833344B4A485147204B4A48414753204446364137
 62036374153373638394635204139533644462041484A334732344741324A484B3347342046205344204746
 44636374153444635394153363544463820373641565338374420463841534447462041485347524B4A4132
 44B4A484147484A4B4746474B482047464B5344464B4820415339373844620363839413753443635462038
 34446484A4B4A51323334205132474A4833344B4A485147204B4A4841475320444636413753444620363741
 638394635204139533644462041484A33473234474124A484B334734204620534420474641534446383741
 635394153363544463820373641565338374420463841534447462041485347524B4A41324733344B4A4841
 A4B4746474B482047464B5344464B482041533937384446203638394137534436354620383941534446484A
 132336C6975676A6867206C686A673B69756F2020383838617173646A6867415344203637417364153446
 153443536462037415344462020484A3233344847314A483233562034424E20565344414620415344373638

Si la mise en transparence est une source importante de complexité, elle reste néanmoins une opportunité d'homogénéiser les échanges d'informations entre les sociétés de gestion et les investisseurs institutionnels

Une fois en possession des données, la construction de l'inventaire « mis en transparence » ne peut se faire sans une phase de contrôles portant sur la qualité des données. Format, cohérence et unicité des données² seront les trois principaux axes de contrôles, qui dans certains cas, peuvent entraîner plusieurs allers-retours entre l'assureur et le gestionnaire. Il est conseillé afin d'éviter la mise en péril la production, d'établir au préalable des règles d'alimentation en cas d'indisponibilité des données clés³ dans le temps imparti (ISIN, durée modifiée d'un titre obligataire...). De même, la constitution d'une « base titre » s'avère un investissement rentable. Cette base, procédant à l'archivage des données « non périssables »⁴ au fur et à mesure des exercices, permettra d'économiser du temps en facilitant

l'alimentation et les contrôles (unicité, cohérence entre deux productions...). En comparaison des phases de collecte, d'harmonisation et de contrôles, la mise en transparence de l'inventaire ne relève d'aucune complexité particulière. Deux algorithmes récursifs sont couramment utilisés :

- Le premier effectue une mise en transparence selon le niveau du fonds : niveau 1 = détenu en direct, niveau 2 = 1 fonds mère, etc.
- Le second s'exécute au-delà d'un seuil significatif : si $x\%$ de la valeur de marché totale.

¹ Asset Management Performance & Reporting - ² Même donnée pour un titre apparaissant plusieurs fois dans l'inventaire - ³ Donnée pouvant bloquer une étape du processus, comme le calcul d'un choc par exemple - ⁴ Données fixes tout au long de l'existence d'un titre - ⁵ Sous-entendu prix de l'actif après application d'un choc de la formule standard -

⁶ Sous-entendu représentation de l'actif dans un modèle ALM

Sans surprise, les départements techniques cherchent le plus souvent à industrialiser l'un des deux procédés. Attention toutefois à bien contrôler l'inventaire mis en transparence en sortie. Si le format des données ou la réconciliation comptable semble instinctif, une attention toute particulière doit être apportée à la répartition des plus ou moins-values latentes de chaque fonds sur les titres qui le composent en excluant bien entendu certains titres comme le cash.

Restent la valorisation⁵ et la modélisation⁶ des actifs issus de la mise en transparence. Dès lors que les données communiquées par le gestionnaire ne permettent pas une mise en transparence « parfaite » du titre, des approximations sont à utiliser sous la condition de pouvoir justifier de la robustesse et du caractère prudent de la simplification. Le tableau ci-dessous présente les principales approches retenues après mise en transparence :

CHOC	PÉRIMÈTRE D'APPLICATION	APPROCHES
Taux	Fonds obligataires Fonds monétaires Fonds à allocation d'actifs	$MV' = MV * (1 + \text{Choc}_{\text{Moyen}})$ $MV' = MV * (1 + \text{Choc}_{\text{MD}})$ $MV' = MV * (1 + \text{MD} * \text{Choc})$ avec MD = Duration Modifiée
Spread	Fonds obligataires Fonds monétaires Fonds à allocation d'actifs	Utilisation des coefficients de choc de la FS basés sur : MD x rating avec MD = Duration Modifiée et Rating = Notation
Action Type 1	Fonds actions Fonds à allocation d'actifs Fonds immobiliers Fonds alternatifs Fonds de capital-investissement Fonds d'infrastructure	$MV' = MV * (1 + \text{choc type 1})$ $MV' = MV * (1 + \text{Beta} * \%T1 * \text{choc type 1})$ avec Beta = sensibilité du titre au marché action et %T1 = pourcentage d'exposition Type 1 (EEE et OCDE)
Action Type 2	Fonds actions Fonds à allocation d'actifs Fonds immobiliers Fonds alternatifs Fonds de capital-investissement Fonds d'infrastructure	$MV' = MV * (1 + \text{choc type 2})$ $MV' = MV * (1 + \text{Beta} * \%T2 * \text{choc type 2})$ avec Beta = sensibilité du titre au marché action et %T2 = pourcentage d'exposition Type 2 (EEE et OCDE)
Immobilier	Fonds immobiliers	$MV' = MV * (1 + \text{choc})$ $MV' = MV * (1 + (1 + \text{Levier}) * \text{choc})$ avec Levier = Effet de levier du fonds
Devise	Tous les fonds	Nécessité de disposer de la décomposition par devise
Concentration	Tous les fonds	Pas de simplification autre que la formule standard Agrégation selon le groupe émetteur

Source Optimind Winter

À quelques mois de la remise d'ouverture, des différences de maturité de processus encore importantes subsistent en fonction de la taille des acteurs

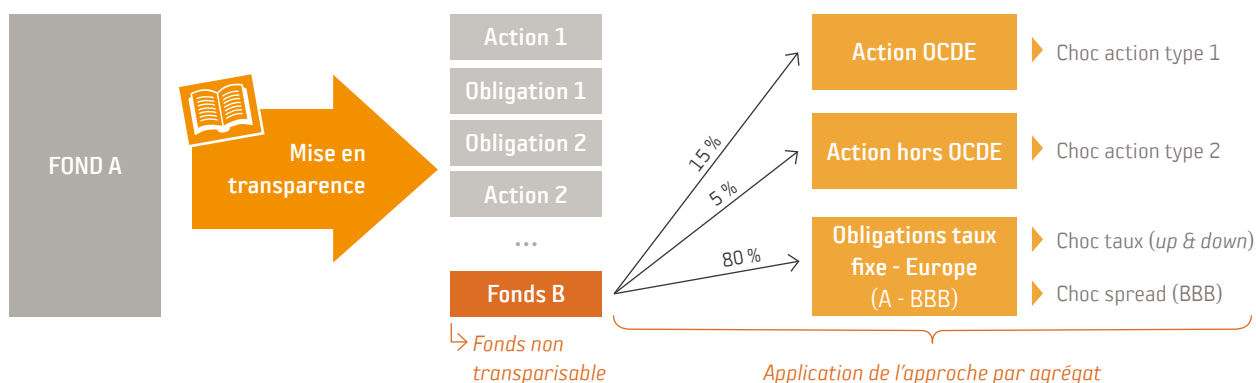
Certains actifs spécifiques, des produits structurés en particulier, peuvent nécessiter le recours à une valorisation externe, par le gestionnaire par exemple, ou bien le développement d'outils de pricing en interne. Il s'agira dans les deux cas d'obtenir pour l'assureur le choc à appliquer selon une étude de la sensibilité du prix de l'actif aux variations de marché de la formule standard.

À quelques mois de la remise d'ouverture, une asymétrie encore forte existe entre les acteurs dont le gestionnaire est une filiale du groupe, les « grands » acteurs qui ont pu se doter d'un processus efficient de mise en transparence et qui disposent de la surface financière suffisante pour avoir du poids auprès des gestionnaires d'actifs, et les acteurs « plus petits » chez qui les actifs atypiques sont encore très souvent non transparents. Ils sont alors traités comme des actions Type 2, c'est-à-dire avec le coût en capital associé le plus élevé : cette situation sera naturellement ajustée dès la mise en place d'une mise en transparence efficiente.

Rappelons tout de même que sous certaines conditions, l'approche par agrégat peut se substituer à un choc à 49 % dans le cas d'une non-mise en transparence ligne à ligne du

fonds. Cette alternative permet d'effectuer les chocs de la formule standard directement sur des poches représentant les grandes classes d'actifs des titres composant le fonds :

Schéma de l'approche par agrégat dans le cas d'un fonds non mis en transparence



CONDITIONS D'UTILISATION

- Ne doit pas concerner plus de 20 % de la valeur totale des actifs de l'entreprise.
- Doit être effectuée sur la base de l'allocation cible du fonds :
 - L'entreprise doit disposer de cette allocation cible avec le niveau de détail nécessaire au calcul de tous les sous-modules de la formule standard ;
 - L'entreprise doit s'assurer que les actifs sont gérés conformément à l'allocation cible.

Source Optimind Winter

03 | PILIER 2 : ENTRE LES POLITIQUES ÉCRITES ET LA RÉALITÉ DU TERRAIN, LA CONVERGENCE DOIT ÊTRE AMÉLIORÉE

Colonne vertébrale du système de gouvernance, les politiques écrites sont dans l'ensemble formalisées. Bon nombre d'acteurs ont d'ailleurs mis à profit les premiers mois de 2015 pour travailler spécifiquement à leur ajustement (pour les plus avancés) ou à leur mise en place (pour les moins matures). Reste un point central : disposer de politiques écrites ne signifie pas forcément qu'elles soient réellement appliquées. L'ACPR a ainsi noté à plusieurs reprises lors de ses contrôles du degré de préparation à Solvabilité 2 que les politiques écrites présentent actuellement trop souvent le fonctionnement cible des assureurs plutôt que leur fonctionnement actuel et les plans d'actions envisagés.

De fait, les politiques écrites s'adaptent à la réalité du terrain : les premières versions ont été conçues pour initier le processus. Bien entendu, une majorité des assureurs disposaient déjà de cadres définissant leurs processus clés (souscription, provisionnement...) mais le formalisme demandé dans le cadre Solvabilité 2 a souvent nécessité des ajustements significatifs. Dans la réalité, le déroulement réel des opérations rend nécessaire la révision des

politiques écrites. C'est un processus d'apprentissage et d'amélioration continue tout à fait naturel, dont le rythme devra nécessairement être élevé pour atteindre la cible.

Le même constat sera probablement fait pour les rapports narratifs et l'ensemble des éléments du reporting. Les premiers rapports narratifs ont été pour l'essentiel conçus en 2015 : ils évolueront fortement dans les années à venir. Le rapport actuariel, lui, reste, sauf exception, à concevoir.



La gouvernance et les fonctions clés

Les organismes assureurs ont commencé à se doter des structures ad hoc pour répondre formellement aux attentes de l'ACPR. Les responsables des fonctions clés sont identifiés a minima en interne et les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ont été mis en place. Toutefois la diversité des solutions d'organisation retenues et l'absence de recul quant à l'exercice des fonctions clés laissent encore planer beaucoup de questions. Pour ne parler que de la fonction actuarielle, la profession s'interroge quant à la forme et la portée des avis qui devront être rendus dans le cadre du rapport actuariel.

En matière de sous-traitance d'activités critiques ou importantes, la majorité des acteurs de la place finalisent actuellement l'élaboration de leur politique écrite d'externalisation et cherchent à faire valider en interne les

principes directeurs et les règles qui y sont définis. Toutefois peu d'assureurs semblent s'être réellement intéressés aux conséquences liées à la mise en œuvre opérationnelle des termes de leurs politiques écrites. En effet, depuis le 1er janvier 2016, l'assureur et son délégataire doivent impérativement s'être accordés sur le contenu et les niveaux d'exigences des nouvelles obligations contractuelles qui les lient. Les fonctions Juridique, Conformité et Contrôle interne doivent donc dès à présent se préparer à la revue et à la négociation des conventions de délégation, en veillant à bien garder à l'esprit les changements impactant que cela représentera au quotidien, notamment pour assurer le contrôle à distance et le pilotage effectif des activités déléguées.



QUELLE DÉFINITION DU PÉRIMÈTRE DU GROUPE PRUDENTIEL ?

Un « Groupe » désigne un ensemble d'entreprises qui :

- est composé d'une entreprise participante, de ses filiales et des entités dans lesquelles l'entreprise participante ou ses filiales détiennent une participation, ainsi que des entreprises liées entre elles... ;
- est fondé sur l'établissement, par voie contractuelle ou sous une autre forme, de relations financières fortes et durables entre ces entreprises et qui peut inclure des mutuelles ou des associations de type mutuel.

Sachant que l'entreprise qui exerce la coordination centralisée est considérée comme l'entreprise mère et les autres entreprises comme des filiales.

Le « Périmètre du groupe » intègre ainsi :

Quid du groupe prudentiel Solvabilité 2 ?

- les entreprises dans lesquelles l'entreprise mère ou ses filiales détiennent une participation - liens capitalistiques ;
- les entreprises avec lesquelles l'entité mère a noué des relations financières fortes et durables par voie contractuelle ou sous une autre forme ;
- cette définition est commune aux réglementations comptable et prudentielle.

Ainsi, un groupe prudentiel se caractérise soit par l'existence de liens capitalistiques ou de dirigeants communs, soit par des liens de solidarité financière couplés à une coordination centralisée, des pouvoirs de décision financière et un contrôle ad hoc de l'ACPR, soit par la caractérisation de l'influence dominante, sur décision de l'ACPR.

Avec la transposition de Solvabilité II en droit français le 2 avril 2015 de nouvelles formes juridiques de groupes d'assurance ont donc vu le jour. L'idée est d'avoir, dans chaque code, une forme de groupe « prudentiel », dont la supervision sera renforcée sous Solvabilité 2, et une structure de regroupement progressif, sans

intégration suffisante pourra être considérée comme un groupe au sens de Solvabilité 2.

Le législateur français a donc adapté les codes - assurance, mutualité et sécurité sociale - et les formes juridiques acceptées en tant que groupe prudentiel sont : les sociétés de groupe d'assurance mutuelle - SGAM, les unions mutualistes de groupe - UMG, et les sociétés de groupe assurantiel de protection sociale - SGAPS :

- le Code des Assurances, art. L. 322-1-2 et L. 322-1-3, définit la SGAM comme ayant pour spécificité de permettre des rapprochements de sociétés non pas sur la base d'un capital mais en créant des liens de solidarité financière importants et durables ou de nouer et de gérer des participations financières entre les mutuelles membres, en terme de réassurance, par exemple ;
- le Code de la Mutualité, art. L. 111-4-2, définit l'UMG comme ayant pour objet principal le fait de nouer et de gérer des relations financières fortes et durables entre des entreprises,

- le Code de la Sécurité Sociale, art. L. 931-2-2, définit la SGAPS comme un organisme devant exercer une influence dominante au moyen d'une coordination centralisée sur les décisions, y compris financières, des organismes affiliés ;

Il existe par ailleurs des groupements d'assurance mutuelle - GAM, des unions de groupe mutualiste - UGM - et des groupements assurantiels de protection sociale - GAPS - qui ont pour objet de faciliter et de développer les activités de leurs membres. Ces structures ne sont

pas soumises à des obligations renforcées et ne constituent pas des structures de groupes prudentiels. En particulier, elles n'ont pas le droit de mettre en place des liens de solidarité financière importants et durables ni d'exercer une influence dominante sur leurs adhérents.

CODE	GROUPES PRUDENTIELS	REGROUPEMENTS PROGRESSIFS
Assurances	SGAM - Sociétés de Groupe d'Assurance Mutuelle	GAP - Groupement d'assurance mutuelle
Mutualité	UMG - Union Mutualiste de Groupe	UGM - Union de Groupe Mutualiste
Sécurité Sociale	SGAP - Société de groupe prudentiel de protection sociale	GAPS - Groupement Assurantiel de Protection Sociale

Au sein des groupes prudentiels, les filiales se voient imposer des contraintes supplémentaires dans des délais plus contraints en trimestriel notamment

- L'entreprise à inclure ne présente qu'un intérêt négligeable au regard des objectifs du contrôle de groupe,
- L'inclusion de l'entreprise est inappropriée ou pourrait constituer une source de confusion, au regard des objectifs du contrôle de groupe.

DES AXES DE RÉFLEXION QUI ÉMERGENT FACE À LA MISE EN PLACE DES GROUPES PRUDENTIELS

Une des premières préoccupations opérationnelles à constater est la réalisation par les filiales d'un contributif dans les délais imposés par le Groupe. Ce contributif doit pouvoir converger en termes de méthode sans pour autant s'éloigner du Solo tout en s'assurant de la cohérence des états. En effet, l'entité solo doit pouvoir s'inscrire dans le processus de la mère au regard de leurs outils et les méthodologies utilisées.

Les filiales se voient alors imposer des contraintes supplémentaires, dans des délais plus courts. Parfois même, elles doivent réaliser deux liasses : une pour le contributif au Groupe et une autre liasse pour leur régulateur local. Ces contraintes opérationnelles sont d'autant plus accentuées pour les

entités soumises à des exigences réglementaires différentes de celle de la mère. Naissent ainsi des problématiques d'analyse multinorme pouvant rendre l'exercice plus complexe pour les entités solos elles-mêmes.

Il y a également, la problématique de la convergence des méthodes entre toutes les entités participantes au Groupe prudentiel. En effet, la réconciliation des états de reporting Pilier 3 est également un enjeu majeur. À titre d'exemple, pour l'état Asset-D1, un arrêt à des dates de valorisation différentes de quelques jours engendrent des difficultés opérationnelles de constitution des états Groupe et accentuent les problématiques de réconciliations inter états. En effet, il est impératif pour les entités de transmettre des états réconciliés - exemple : BS C1/AS D1/TP E1 et F1 Q - avec des méthodologies identiques afin d'assurer la réalisation opérationnelle des états au niveau Groupe assurant aussi la cohérence au niveau d'une même entité.

De plus, la Directive Solvabilité 2 stipule que « les États membres prévoient le contrôle, au niveau du groupe, des entreprises d'assurance et de réassurance qui font partie d'un groupe ».

Le contrôleur du groupe peut décider, au cas par cas, de ne pas inclure une entreprise dans le contrôle de groupe lorsque :

- L'entreprise est située dans un pays tiers où des obstacles de nature juridique empêchent le transfert des informations nécessaires,

L'ORSA s'est-il imposé comme un véritable outil de pilotage de l'organisme assureur ?

Ici encore, il existe un écart à combler entre la réalisation du processus ORSA et son intégration dans les décisions de l'entreprise. Bien que l'ORSA ne soit pas conçu pour dicter l'ensemble des décisions stratégiques, son utilisation concrète lors du processus décisionnel reste à parfaire.

À ce stade, pour un nombre important d'acteurs, l'ORSA relève encore de la contrainte réglementaire et d'un rapport de plus à fournir à l'ACPR, alors que l'ORSA devrait être en premier lieu un état de pilotage interne permettant la mise en cohérence de la stratégie de gestion des risques avec la stratégie globale de l'assureur.

Le processus lui-même est encore en maturation continue. La définition de l'appétence au risque, entrant majeur de l'ORSA, est souvent simpliste et l'on note parfois des

inadéquations ou au moins des incomplétudes par rapport aux objectifs stratégiques de la société. La prise en compte de la couverture des exigences de capital dans l'appétence au risque est, à juste titre, quasi-systématique mais souvent aussi le principal indicateur. Elle devra, dans bien des cas, être complétée par d'autres indicateurs liés au résultat ou au développement du portefeuille.

À partir de ce constat, il est évident que la déclinaison de l'appétence aux risques en limites opérationnelles devrait concentrer bon nombre de travaux relatifs au Pilier 2 pour l'année 2016, d'autant qu'il s'agit d'un processus complexe nécessitant l'implication de tous ainsi qu'une gouvernance spécifique comme le montre le schéma ci-dessous :



Source Optimind Winter

La courroie de transmission de l'ORSA à l'activité quotidienne des preneurs de risque au sein de l'entreprise doit encore être installée

Sur la base d'un cadre d'appétence donné, il peut exister une infinité de déclinaisons possibles en tolérances et limites opérationnelles de risques. Seules certaines d'entre elles sont cohérentes au regard des interactions entre les éléments déclinés et suffisamment stables dans la durée pour ne pas nécessiter une revue trop fréquente des processus d'alerte.

Les différents niveaux de la déclinaison et la prise en compte des contraintes nécessitent de facto des itérations entre les différents intervenants de la chaîne de gestion des risques, de l'AMSB aux « propriétaires » des risques.

Ce n'est ni plus ni moins que la « courroie de transmission » de l'ORSA à l'activité quotidienne des preneurs de risque au sein de l'entreprise qui doit encore être installée.

Plus généralement, le défi sous-jacent est de passer d'un processus imposé à un outil de pilotage de l'entreprise. Cela ne pourra être atteint qu'en s'assurant que les administrateurs disposent du recul nécessaire pour s'approprier les résultats. Cela nécessite de la part des responsables de l'ORSA un effort constant de communication, ainsi que l'adaptation de l'outil à la « vie réelle » de l'entreprise. À ce titre, la prise en compte des actions du management dans la mise en œuvre des scénarios de l'ORSA représente un passage obligé ; elle est encore incomplète.

La déviation du profil de risque : un axe d'amélioration nécessaire

De même, la 3^e évaluation de l'ORSA, qui correspond à l'analyse des écarts entre le profil de risque propre à l'assureur et les paramètres de la formule standard, s'avère bien souvent balbutiante malgré son rôle clé dans le dispositif de gestion des risques. Bien expliquée, cette démarche permet pourtant aux administrateurs de mieux saisir les limites de la formule standard mais surtout de mieux comprendre la notion de profil de risque. Or, l'utilisation de l'ORSA comme outil de pilotage ne peut se faire sans une connaissance approfondie du profil de risque spécifique de l'assureur.

Beaucoup d'assureurs n'ont abordé la 3^e évaluation que cette année dans le cadre de l'exercice de collecte 2015

organisé par l'ACPR. Par conséquent, si la déviation est, dans sa globalité, mieux traitée par rapport à l'exercice précédent, l'avancée des travaux reste éloignée de la cible et varie entre les différents acteurs du marché français. Inexpérimentée sur le sujet, la démarche adoptée par une partie des organismes reste hasardeuse pour traiter l'exigence autrement que partiellement. À ce sujet, le conseil de l'ACPR est d'aborder ce blocage de manière pragmatique, en se concentrant dans un premier temps sur leurs principaux modules de SCR. Les déviations du profil de risque aux hypothèses du SCR de marché et du SCR de souscription sont en toute logique de bons candidats pour commencer.

Risque de marché

En ce qui concerne les risques de souscription, l'approche diffère selon la Vie ou la Non Vie.

Les risques de souscription Vie s'apparentent à des risques biométriques et comportementaux. Ainsi, la construction et l'analyse de tables d'expériences constituent une approche indispensable pour mesurer le profil de risque spécifique de la compagnie. Dans un second temps, les assureurs peuvent mesurer l'écart entre les hypothèses de la formule standard, en particulier les hypothèses de diversification - âge, genre, statut, catégorie socio-économique -, aux caractéristiques du portefeuille assuré.

Pour l'évaluation des risques de souscription Non-Vie, il semble pertinent de faire appel dans un premier temps aux USP définies par l'EIOPA. Pour rappel, la formule standard avec USP est une alternative relativement accessible permettant de mieux refléter le risque de l'entreprise par rapport à la formule standard. Appliquée aux risques de primes & réserves, l'utilisation d'USP consiste à remplacer la valeur des paramètres d'écart type de la formule standard. Par la suite, pour une évaluation approfondie mais plus complexe, des facteurs de risques non présents dans la formule standard peuvent être intégrés au profil de risque.



Une entreprise disposant d'une stratégie de gestion des placements spécifique a tout intérêt à prendre en compte un calibrage propre à son portefeuille pour les risques de marché. Dans ce cas, un recalibrage de la formule standard est préférable à un calibrage à partir de facteurs de risque. Les méthodes de calibrages utilisées par l'EIOPA pour le risque de marché sont facilement reproductibles sur des données plus représentatives du profil d'assureur.

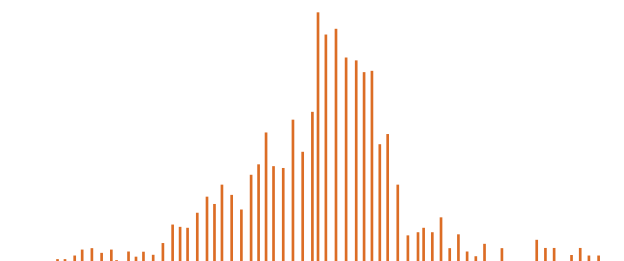
Notre illustration sur le choc action de type 1, publiée en février 2015 suite à notre petit déjeuner sur la troisième évaluation de l'ORSA, s'inscrivait dans cette optique. L'étude portait sur le portefeuille d'actions d'une entreprise dont le profil n'était pas en adéquation avec les hypothèses sous-jacentes à la formule standard. Un recalibrage de la formule standard sur les données du CAC 40 était alors proposé.

HYPOTHÈSES SOUS-JACENTES À FORMULE STANDARD	<ul style="list-style-type: none"> ■ Portefeuille action diversifié <ul style="list-style-type: none"> ● Secteur ● Géographie ● Taille des titres ● Style d'investissement
MÉTHODE DE CALIBRAGE DE LA FORMULE STANDARD	<ul style="list-style-type: none"> ■ Calibrage du choc action basé sur l'historique du MSCI Worl Developed Price Index (1979 - 2009) ■ Calcul du rendement annuel $r(t) = i(t) / i(t-260) - 1$ à partir des données journalières ■ Calcul du quantile à 99,5 % sur la distribution empirique ■ Déduction du quantile à 99,5 % en supposant que le rendement suit une loi normale

Source Optimind Winter

L'approche de la formule standard repose sur une distribution normale des rendements annuels. Calibré sur les données du MSCI World entre 1979 et 2009, le choc de type 1 correspond alors au quantile à 99,5 %.

Distribution du rendement annuel du MSCI World Developed Price Index (1979-2009)



QUANTILES	MSCI World
100,00 %	73,79 %
99,50 %	66,32 %
97,50 %	46,75 %
50,00 %	10,54 %
2,50 %	-31,41 %
0,50 %	-45,89 %
0,05 %	-52,01 %
0,00 %	-52,68 %
Moyenne	8,67 %
Écart-type	18,47 %
Var loi normale	-38,89 %
Choc action formule standard = 39 %	

= moyenne + quantile loi normale (99,5%) * écart-type

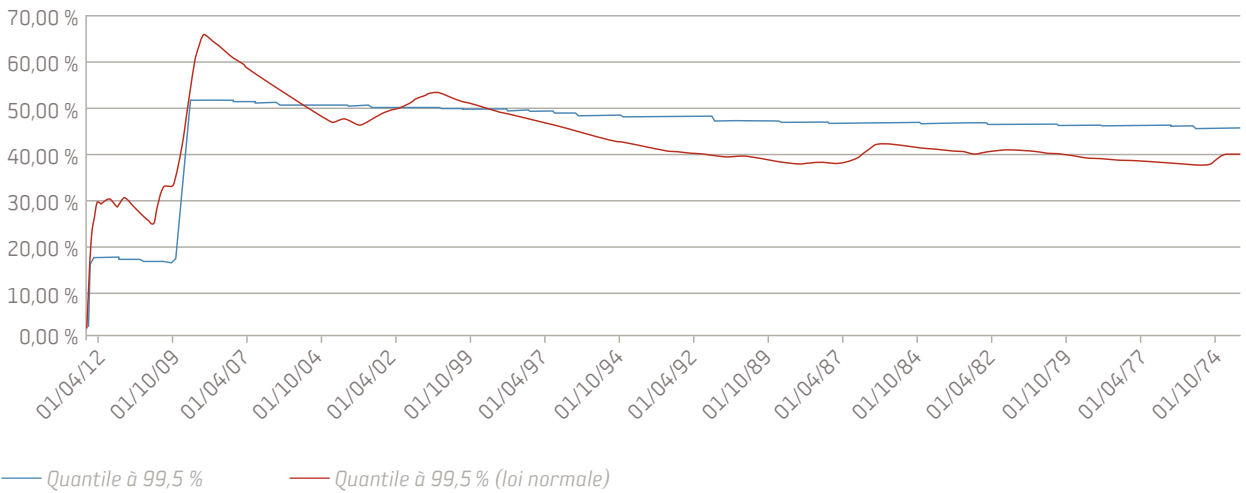
Source Optimind Winter

Les méthodes de calibrages utilisées par l'EIOPA pour le risque de marché sont facilement reproductibles sur des données plus représentatives du profil d'assureur

Le graphique ci-dessous illustre la forte volatilité des quantiles à l'étendue des données. Sur un faible échantillon, l'intégration de périodes à volatilité importante (2007-2010) fait fortement varier le niveau du choc. Si un

recalibrage de la formule standard est effectué, il doit par conséquent être réalisé sur un échantillon de données suffisamment volumineux pour obtenir un quantile stable.

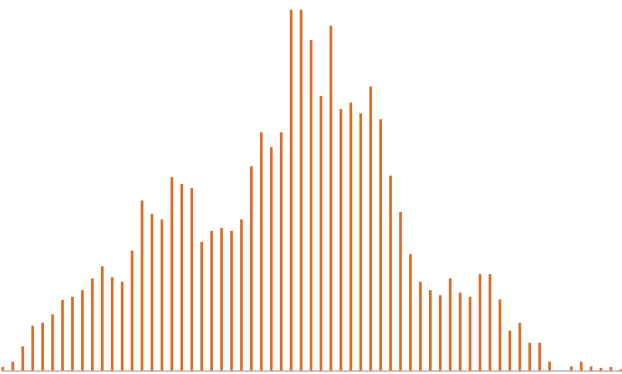
Distribution des quantiles à 99.5 % du rendement de l'indice MSCI World Developed Price Index



Source Optimind Winter

Selon la même méthodologie, nous avons dans notre cas recalibré la formule standard sur un échantillon de rendement annuel du CAC 40 entre 1987 et 2014. Le choc obtenu est alors supérieur à celui de la formule standard.

Distribution du rendement annuel du CAC 40 (1987-2014)



QUANTILES	CAC 40
100,00 %	90,96 %
99,95 %	87,06 %
99,50 %	63,87 %
99,00 %	59,91 %
97,50 %	53,99 %
50,00 %	12,43 %
2,50 %	-35,46 %
1,00 %	-40,21 %
0,50 %	-42,00 %
0,05 %	-46,08 %
0,00 %	-60,00 %
Moyenne	10,19 %
Écart-type	23,26 %
Var loi normale	-49,73 %

= moyenne
 + quantile loi
 normale (99,5%)
 * écart-type

Choc action sur la base du CAC 40 = 50 %

Source Optimind Winter

Ce type d'application s'étend aux différents sous-modules du risque de marché, et des approches équivalentes sont applicables aux différents risques de souscription.

04

CONCLUSION : *IN FINE*, L'ENTRÉE EN VIGUEUR N'EST QU'UN POINT D'ÉTAPE

C'était bien entendu à prévoir mais cela se confirme : il est illusoire de penser clore le chapitre « Solvabilité 2 » dès 2016. De nombreux chantiers opérationnels restent encore ouverts. Et au-delà, de nombreuses réflexions concernant les répercussions de Solvabilité 2 sont encore en pleine instruction.

Concernant l'organisation du marché de l'assurance notamment, les différents rapprochements d'organismes mutualistes observés depuis plusieurs années sont bien souvent à mettre sur le compte de Solvabilité 2, même si la généralisation des complémentaires Santé d'entreprise a accéléré le phénomène. En effet dans bien des cas, les nouvelles contraintes apportées par la directive et que nous avons rappelées dans l'ensemble de ce bilan, ont amené différentes mutuelles à s'unir pour répondre demain à ces plus fortes exigences.

Pour prendre un autre exemple, les interrogations planent sur le traitement des périmètres de Retraite Professionnelle Supplémentaire : périmètres IRP en France. Une mesure transitoire permet de traiter ces engagements avec un régime aménagé pendant 4 ans mais le manque de visibilité sur les évolutions de ce dispositif n'est pas de nature à rassurer les acteurs. Le coût en capital de ces garanties de long terme demeure, en cible, très élevé à ce stade. La future réglementation applicable demeure donc un chantier de réflexion pour les mois à venir.

Ce 1^{er} janvier 2016 marque la fin de l'attente concernant Solvabilité 2, mais c'est également la date d'un nouveau départ. La course n'est pas finie !



Leader de l'actuariat conseil et de la gestion des risques en France, Optimind Winter constitue l'interlocuteur de référence pour les organismes assureurs, banques et grandes entreprises qui souhaitent un partenaire métier de haut niveau les accompagnant dans leurs projets stratégiques.

Expertise, méthode, intégrité, engagement, pragmatisme, innovation, anticipation et disponibilité sont les valeurs clefs qui animent nos 180 collaborateurs, consultants experts pour la plupart, dont plus de 70 actuaires diplômés membres de l'Institut des Actuaire. Nos clients bénéficient ainsi des plus hautes expertises en gestion du risque associées à la qualité d'une signature de référence d'un des leaders européens en gestion des risques. Notre indépendance, garantie par un capital détenu uniquement par nos salariés et dirigeants, offre à nos clients la perspective d'une collaboration pérenne et engagée.

Optimind Winter vous apporte son expertise sur les métiers suivants :



Actuariat Conseil



Protection Sociale



Risk Management



Finance & Performance



Business Transformation

optimind winter ::
manage risk build your future

Pour plus d'informations, rendez-vous sur notre site www.optimindwinter.com

Vos Contacts /

Éric Gaubert / directeur du développement / eric.gaubert@optimindwinter.com

Marine de Pallières / responsable de la communication / marine.depallieres@optimindwinter.com

T / +33 1 48 01 91 66

